

**Nations unies - Paix durable -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 25 avril 2018)

Monsieur le Président,

Je voudrais commencer par remercier le secrétaire général des Nations unies pour son importante intervention et pour son engagement exemplaire en faveur de la paix durable. Je voudrais également remercier le président de la commission de consolidation de la paix, M. Dan Njoroge et le commissaire à la paix et la sécurité de l'Union africaine, M. Smail Chergui, pour leurs interventions particulièrement éclairantes.

Monsieur le Président,

Comme l'a souligné le secrétaire d'Etat français hier à l'Assemblée générale, ces dernières années ont permis des avancées importantes au sein des Nations unies dans le traitement des crises et l'approche de l'ONU à leur égard. Nous sommes loin de l'époque où l'ONU ne s'intéressait aux crises qu'à travers les opérations de maintien de la paix. C'est désormais l'ensemble du cycle du conflit qui est pris en compte, dans une continuité prévention, maintien et consolidation de la paix.

Les situations de crise auxquelles doit répondre notre Conseil de sécurité ont changé de nature et sont de plus en plus asymétriques, transnationales et multidimensionnelles. Nombre de conflits et de guerres civiles trouvent leur origine dans les fragilités en termes de développement et de gouvernance, celles-là mêmes que l'Agenda 2030 du développement durable entend combattre.

Il nous faut donc adopter une approche transversale et intégrée qui allie, dans la durée, actions sécuritaires, humanitaires, politiques, de développement, de promotion des droits de l'Homme et de lutte contre les changements climatiques et la dégradation de l'environnement, en rassemblant dans une approche commune l'ensemble des partenaires.

Dans ce contexte, quel rôle doit jouer le Conseil de sécurité ?

J'en vois trois principaux :

1 - D'abord, le Conseil doit renforcer son action de prévention. L'ONU est née d'un objectif de

prévention. Trop longtemps, cet aspect a été négligé. Le Conseil de sécurité doit être en mesure de mieux anticiper les risques de crises grâce à un système d'alerte précoce, pour améliorer la capacité collective de ce Conseil à agir en amont du déclenchement des crises. À défaut, nous serons contraints de gérer les crises, pour un coût humain et financier bien plus important.

Les premières mesures prises par le secrétaire général vont dans la bonne direction: je pense au recours au Conseil consultatif de haut niveau sur la médiation et à une communication repensée sur le concept de prévention comme un outil utile avant et après les conflits. La France apporte tout son soutien aux initiatives du secrétaire général en ce sens.

Les organisations régionales ont un rôle essentiel à jouer. Ce fut le cas de la CEDEAO en Gambie par exemple, avec succès, comme l'a montré le président Barrow hier. Ce devrait être le cas au Burundi également, où malheureusement les travaux de médiation de l'EAC se heurtent au refus du gouvernement d'engager un dialogue constructif avec l'opposition et les partenaires internationaux.

Nous devons également permettre aux pays les plus vulnérables de développer leurs propres capacités, afin qu'ils soient en mesure de traiter en amont ces fragilités dont les crises se nourrissent : en luttant contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement ; en combattant le chômage, en particulier celui des jeunes ; en remédiant à l'absence de services publics et d'infrastructures publiques ; en mettant en place une gouvernance inclusive et des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous; en favorisant un système judiciaire permettant à chacun, sans discriminations, l'accès à une justice de qualité ; en assurant le respect des droits de l'Homme ; en atténuant les tensions sur les ressources naturelles. Pour garantir une paix durable, nous devons nous assurer que personne n'est laissé pour compte, comme nous l'y oblige notre engagement au titre de l'Agenda 2030.

2 - Ensuite, c'est mon 2e point, lorsque la prévention échoue et que l'engrenage de violence s'enclenche, il est de notre responsabilité de stopper cette escalade et d'intervenir. C'est ce que la France a fait, à la demande de ses partenaires, au Mali comme en Centrafrique.

Dans ce contexte, les opérations de maintien de la paix restent un outil central du Conseil de sécurité pour favoriser le retour à la paix. La France est et restera engagée avec force, constance et conviction pour soutenir les opérations de maintien de la paix. C'est parce que ces opérations sont indissociables des ambitions originelles des Nations unies qu'il en va de notre crédibilité collective et que le travail de réforme engagé par le Secrétaire général doit être pleinement soutenu.

Pour que ces opérations soient efficaces, ce Conseil doit s'assurer qu'elles disposent de mandats bien calibrés, qui s'inscrivent dans une stratégie politique claire, avec des priorités définies et un séquençage dans le temps. La France s'y attache, dans l'élaboration des mandats, en particulier sur les OMP où elle tient la plume, en coordination étroite avec les pays contributeurs de troupes. Cette exigence est d'autant plus forte s'agissant des mandats multidimensionnels qui, outre leur adaptation à des conflits particulièrement complexes, permettent d'établir un pont entre maintien de la paix et consolidation de la paix, en favorisant le traitement des causes profondes des crises.

3 - Enfin, c'est mon dernier point, le Conseil de sécurité doit garantir une transition réussie entre les opérations de maintien de la paix et la consolidation et la pérennisation de la paix. C'est l'approche qui a été poursuivie en Côte d'Ivoire, en travaillant en coopération étroite avec les autorités ivoiriennes pour permettre un retrait progressif de l'ONUCI. La présence de la Côte d'Ivoire aujourd'hui au Conseil de sécurité est un symbole indéniable de ce succès. Au Libéria, plus récemment, le plan de consolidation de la paix élaboré avec l'appui de la commission de consolidation de la paix a également favorisé cette transition réussie. La commission de consolidation de la paix a démontré dans ce cas l'appui inestimable qu'elle peut apporter au Conseil de sécurité, grâce à son expertise et son rôle de coordination et d'échange entre tous les partenaires.

La France apporte son soutien plein et entier au renforcement de PBSO et à la montée en puissance du Fonds de consolidation de la paix, qui doit pouvoir garder ce qui fait sa plus-value : sa flexibilité et sa réactivité.

Signe de cet engagement, la France a contribué au Fonds l'année dernière, après plusieurs années d'absence. Nous avons également pris la décision de concentrer notre aide au développement sur les pays fragiles et en sortie de conflit. Le fonds français pour la résilience et la paix, abondé à hauteur de 100 millions d'euros annuel, verra ses ressources doublées d'ici 2020. C'est donc un engagement considérable de mon pays.

Mesdames, Messieurs,

Si l'exigence de la prévention des conflits et les liens entre paix et développement sont devenus une évidence, il incombe désormais à la communauté internationale, c'est-à-dire à nous tous, de traduire cette volonté en actes pour une paix durable.

Garantir une paix durable nécessite une architecture de paix et sécurité efficace, un système de développement adapté aux nouveaux enjeux et qui s'appuie sur une organisation des Nations unies à la gestion renouvelée et apte à affronter les défis du XXI^e siècle. Ces trois réformes forment un tout, nous ne pouvons les envisager séparément. Le secrétaire général sait qu'il peut compter sur le soutien déterminé de la France dans cette entreprise.

La France apportera pleinement sa contribution aux débats pour une mise en oeuvre effective de la pérennisation de la paix, dans l'esprit le plus constructif. Elle continuera à mener une politique déterminée en la matière, que ce soit sur le terrain ou dans le cadre de ses responsabilités à l'ONU, pour construire avec les membres des Nations unies un multilatéralisme d'action au service de la paix et de la sécurité.

Je vous remercie./.